

ASSEMBLEE DE CORSE

4 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

REUNION DES 30 ET 31 MAI 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**DELEGATION DE CREDITS EUROPEENS EN SUBVENTION
GLOBALE A L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE DE LA CORSE (ADEC) POUR LA MISE EN
OEUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DU
PROGRAMME OPERATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission des Affaires Européennes

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

La Collectivité de Corse , en application de la délibération de l'Assemblée de Corse approuvant la Schéma Régional de Développement Economique, d'innovation et d'internationalisation (SRDE2I) et son annexe I, a mandaté l'ADEC pour gérer le dispositif d'ingénierie financière du Programme Opérationnel FEDER FSE 2014-2020.

Par cette délibération et en raison de sa compétence dans le domaine économique, l'ADEC a reçu mandat pour sélectionner par voie de marchés publics les gestionnaires d'outils d'ingénierie financière pour le compte de la Collectivité de Corse, autorité de gestion du FEDER.

La réglementation des Fonds européens structurels et d'investissement prévoit que la mise en œuvre de ce dispositif tel que prévu par l'assemblée de Corse doit être accompagnée par une convention de subdélégation pour permettre à l'ADEC de sélectionner l'organisme gestionnaire d'ingénierie financière par marché public.

En effet, la réglementation européenne prévoit que l'autorité de gestion passe par un intermédiaire ou un organisme ayant qualité d'organisme intermédiaire gestionnaire de subvention globale ou qualité de gestionnaire de fonds pour sélectionner des gestionnaires d'instrument financier.

La convention proposée permet donc de sécuriser les relations établies entre la Collectivité de Corse et l'ADEC au regard de la réglementation des fonds européens, d'autant qu'un premier marché a été lancé en octobre 2017 , et qu'il convient d'en notifier les résultats aux instruments financiers bénéficiaires.

S'agissant de la terminologie utilisée, il est précisé que la mise en œuvre d'une « subvention globale » consiste à confier la gestion d'une partie d'un programme opérationnel à un organisme désigné comme « intermédiaire » par un accord écrit entre l'organisme intermédiaire et l'autorité de gestion.

L 'ADEC a déjà reçu la qualité d'organisme intermédiaire mais uniquement pour l'instruction et le contrôle de service des opérations relevant de l'axe 1, priorité d'investissement 1b et l'axe 3 priorité d'investissement 3a et 3d du PO FEDER-FSE 2014-2020.

Il s'agit donc aujourd'hui de déléguer à l'ADEC la gestion de crédits européens d'un montant de 15M€ -subvention globale-pour que l'ADEC puisse ensuite les confier aux outils d'ingénierie financière par voie de commande publique. Cette délégation porte uniquement sur les opérations d'ingénierie financière de l'axe 1, priorité d'investissement 1b et l'axe 3 priorité d'investissement 3a et 3d du PO FEDER-FSE 2014-2020.

Sur le plan budgétaire et financier, le versement des crédits est strictement encadré par l'article 41 du règlement 1303/2013 qui prévoit un versement des fonds par

tranche, sur la base de demandes de paiements intermédiaires dont le montant n'excède pas 25% du montant total des contributions du programme engagées pour l'instrument financier.